



# Syndicat National des Personnels Techniques des Réseaux et Infrastructures

Siège Social : 74 bis rue Hallé 75014 – PARIS  
Tél. 01.45.89.33.70 – Fax 01.45.88.79.94 – CCP 753 07 L PARIS  
E-mail : [snptri@snptri-cgt.fr](mailto:snptri@snptri-cgt.fr) Site : [www.snptri-cgt.fr](http://www.snptri-cgt.fr)

Paris, le 28 aout 2025

## **APPEL DU SNPTRI-CGT ENTRONS TOUS DANS L'ACTION DES LE 10 SEPTEMBRE**

Le Premier Ministre, François BAYROU, lors de sa conférence de presse du 15 juillet dernier où il présentait son projet de budget 2026 propose que l'Etat fasse près de 44 Mds€ d'économies sur le dos des travailleurs, des privés d'emplois, des retraités, des pauvres, des jeunes et de tous ceux qui œuvrent à faire de la France un pays progressiste et d'accès aux services publics, mais il ne s'attaque pas aux plus riches qu'il privilégie.

Nous savons que ce sont les déficits accumulés depuis 2017 par MACRON et ses Premiers Ministres qui ont offert des cadeaux aux plus riches qui font que nous sommes arrivés à cet endettement record, c'est sa politique de l'offre qui ne fonctionne pas.

L'économie française porte sur la consommation des ménages et des investissements, ce que se refuse de faire MACRON-BAYROU avec des mesures allant dans ce sens.

Au mois de juillet dernier, une commission d'enquête du Sénat indiquait dans son rapport que les aides que l'Etat distribue généreusement aux entreprises sont au moins de 211 Mds€ sans contrepartie, sans contrôle, sans retour en cas de licenciement et de fermetures de la société. C'est le premier poste de dépenses dans le budget de l'Etat. Il faut rappeler que MACRON-BAYROU ont fait voter par la force l'augmentation du budget de l'armée pour faire la guerre au détriment des salariés et de la population.

Cette proposition de budget va toucher tous les travailleurs de ce pays dont les fonctionnaires car ils comptent baisser très fortement les budgets des services publics dont la Fonction Publique. Cela se traduira par des suppressions de 2 jours fériés, l'abattement de 10% pour les retraités, des attaques contre la remise en cause de la 5eme semaine de congés payés, la désindexation des pensions de retraite, contre les malades avec le déremboursement des médicaments, la diminution des allocations chômage....

Pour la Fonction Publique, c'est la suppression de 3000 postes, -4,8 milliards d'euros pour l'État, -5,2 milliards pour les opérateurs avec des suppressions et des fusions d'agences, -5,3 milliards d'euros pour les collectivités locales, -5 milliards pour la

santé. Les conditions de vie et de travail vont connaître une dégradation sans précédent.

Sont notamment confirmés : le gel pour la troisième année consécutive de la valeur du point d'indice, le gel de toutes les promotions catégorielles, le non-rétablissement de la GIPA, le maintien du jour de carence, la diminution de 10 % de la rémunération versée lorsque les agent.es sont en congé maladie ordinaire.

Sont aussi confirmées : les suppressions d'emplois par milliers dès la loi de finances 2026 y compris au sein des agences mais également le non-remplacement d'un.e agent.e sur trois.

« Faits nouveaux », le ministre a tenu à informer la CGT Fonction publique de son intention de geler et de forfaitiser le supplément familial de traitement, de supprimer 30 millions d'euros de crédits au titre des politiques interministérielles d'action sociale, du report ou de la diminution potentielle des crédits alloués au titre des lois de programmation budgétaire aux ministères de l'Intérieur et de la Justice !

En ce qui concerne nos catégories, que l'on soit en poste dans une DIR, à VNF, dans les collectivités territoriales et dans les DDT-M, ce sont les moyens en effectifs qu'ils veulent de nouveau baisser avec une forte baisse budgétaire pour exercer nos missions ce qui se traduira par une dégradation des conditions de travail qui aura des conséquences sur les agents, des décès en service, des accidentés gravement, des suicides et pour les autres des impacts physiques et psychologiques.

Ce gouvernement veut aussi continuer la privatisation des réseaux et infrastructures (routes, voies navigables et maritime) en continuant à ne pas investir massivement dans ces réseaux avec de l'argent public provenant des impôts des citoyens, nous devons combattre ces attaques contre le service public.

Donc, pour le 10 septembre pas d'hésitation rentrons tous dans l'action, dans les manifestations afin de gagner nos revendications pour un autre avenir basé sur le progrès social.

**Le SNPTRI-CGT revendique :**

- **Le retrait du projet de budget MACRON-BAYROU ;**
- **Une autre politique économique et sociale au bénéfice des travailleurs et des autres citoyens ;**
- **Financement des services publics et de la Fonction Publique avec des moyens budgétaires à la hauteur des besoins des usagers ;**
- **Une politique ambitieuse de la Santé publique permettant de soigner dignement tous les citoyens ;**
- **La revalorisation des salaires et de la valeur du point d'indice ;**
- **Le recrutement massif d'agents dans la Fonction Publique dont les réseaux et infrastructures ;**
- **Contre la retraite à 64 ans, le retour de la retraite à 60 ans avec pour les métiers pénibles un départ à la retraite à 55 ans, pour nos catégories c'est 25% de bonification du service actif.**